RCS : LYON
Code greffe : 6901

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de LYON atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 2009 B 01443
Numéro SIREN : 511 238 396
Nom ou dénomination : SO'REST

Ce dépôt a été enregistré le 24/06/2020 sous le numéro de dépôt B2020/015655

Date : 24/06/2020

DEPOT DES COMPTES ANNUELS

n° de dépôt : **B2020/015655**
n° de gestion : **2009B01443**
n° SIREN : **511 238 396 RCS Lyon**

Le greffier du Tribunal de Commerce de Lyon certifie avoir procédé le 24/06/2020 à un dépôt annexé au dossier du registre du commerce et des sociétés de :

SO'REST
6 et 8 Rue du 35ème Régiment d'Aviation 69500 BRON

date de clôture : 31/12/2019

Ce dépôt comprend les documents comptables prévus par la législation en vigueur.

Concernant les évènements RCS suivants :
Dépôt des comptes annuels



Bilan - Actif

Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/12/2019	31/12/2018
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement	7 400	7 400		
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires				
Fonds commercial	167 000	118 758	48 242	87 000
Autres immobilisations incorporelles				
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel, outillage	26 762	24 566	2 195	2 855
Autres immobilisations corporelles	180 854	100 292	80 562	92 971
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	5 882		5 882	5 818
ACTIF IMMOBILISE	**387 898**	**251 017**	**136 881**	**188 644**
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements				
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	425 256		425 256	442 652
Avances et acomptes versés sur commandes				
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	310 133		310 133	331 142
Autres créances	268 109		268 109	363 292
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement				
(dont actions propres :)				
Disponibilités	192 217		192 217	79 137
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	21 148		21 148	7 412
ACTIF CIRCULANT	**1 216 863**		**1 216 863**	**1 223 635**
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion actif				
TOTAL GENERAL	**1 604 760**	**251 017**	**1 353 744**	**1 412 279**

certifié conforme par le Président

Bilan - Passif

Rubriques			31/12/2019	31/12/2018
Capital social ou individuel	(dont versé :	10 000)	10 000	10 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport				
Ecarts de réévaluation	(dont écart d'équivalence :	)		
Réserve légale			1 000	1 000
Réserves statutaires ou contractuelles				
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours		)		
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes		)	15 582	273
Report à nouveau				
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)			21 138	46 309
Subventions d'investissement				
Provisions réglementées				
CAPITAUX PROPRES			**47 720**	**57 582**
Produits des émissions de titres participatifs				
Avances conditionnées				
AUTRES FONDS PROPRES				
Provisions pour risques				
Provisions pour charges				
PROVISIONS				
DETTES FINANCIERES				
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			1 543	3 298
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs		)	1 648	
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours				
DETTES D'EXPLOITATION				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés			577 857	700 436
Dettes fiscales et sociales			201 142	213 292
DETTES DIVERSES				
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes			521 334	437 671
COMPTES DE REGULARISATION				
Produits constatés d'avance			2 500	
DETTES			**1 306 024**	**1 354 697**
Ecarts de conversion passif				
TOTAL GENERAL			**1 353 744**	**1 412 279**

Compte de résultat

Rubriques	France	Exportation	31/12/2019	31/12/2018
Ventes de marchandises	4 120 198		4 120 198	3 522 829
Production vendue de biens				
Production vendue de services	407 146		407 146	423 209
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	**4 527 344**		**4 527 344**	**3 946 038**
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation			439 496	408 775
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			19 470	59 550
Autres produits			84 686	106 394
PRODUITS D'EXPLOITATION			**5 070 995**	**4 520 757**
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			2 334 060	2 073 789
Variation de stock (marchandises)			21 633	-210 837
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)			11 495	-77
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				
Autres achats et charges externes			1 009 318	937 873
Impôts, taxes et versements assimilés			79 687	82 489
Salaires et traitements			925 129	931 315
Charges sociales			248 649	242 748
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			14 067	14 550
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations			38 758	80 000
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations				
Dotations aux provisions				
Autres charges			355 413	321 155
CHARGES D'EXPLOITATION			**5 038 209**	**4 473 005**
RESULTAT D'EXPLOITATION			**32 786**	**47 752**
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations				
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés				
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
PRODUITS FINANCIERS				
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions				
Intérêts et charges assimilées			6 913	1 443
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			**6 913**	**1 443**
RESULTAT FINANCIER			**-6 913**	**-1 443**
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			**25 873**	**46 309**

Compte de résultat

Rubriques	31/12/2019	31/12/2018
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		
Produits exceptionnels sur opérations en capital		4 536
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges		
PRODUITS EXCEPTIONNELS		**4 536**
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		4 536
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions		
CHARGES EXCEPTIONNELLES		**4 536**
RESULTAT EXCEPTIONNEL		
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices	4 735	
TOTAL DES PRODUITS	**5 070 995**	**4 525 292**
TOTAL DES CHARGES	**5 049 857**	**4 478 983**
BENEFICE OU PERTE	**21 138**	**46 309**

Annexes

Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Les comptes de l'exercice ci-après couvrent la période du 01/01/2019 au 31/12/2019 soit une durée de 12 mois.

Le bilan de l'exercice présente un total de 1 353 744 euros.

Le compte de résultat dégage ainsi un résultat 21 138 euros.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

- **Immobilisations**

  - **Immobilisations incorporelles**

Les brevets, concessions et autres valeurs incorporelles immobilisées ont été évaluées à leur coût d'acquisition à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant la durée de vie prévue. Les taux les plus couramment pratiqués sont les suivants :

Immobilisations incorporelles	Durée d'amortissement
Logiciels	1 à 5 ans en linéaire

Le droit au bail, enregistré pour une valeur brute de 160 000 € a été déprécié à hauteur de 118 157.98 €, évaluée sur la base de la valeur du marché.

  - **Immobilisations corporelles**

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant la durée de vie prévue. Les taux les plus couramment pratiqués sont les suivants :

Immobilisations corporelles	Durée d'amortissement
Installations techniques, matériels et outillages	3 à 5 ans en linéaire
Install. générales agencements, aménagements	5 à 15 ans en linéaire
Matériel de transport	3 ans en linéaire
Matériel de bureau et informatique	2 à 5 ans en linéaire
Mobilier	4 à 5 ans en linéaire

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

  - **Immobilisations financières**

Participations et autres titres :

Règles et méthodes comptables

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

- **Evaluation des stocks**

Les stocks sont évalués suivant la méthode du dernier prix d'achat connu. La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires à l'exception de toute valeur ajoutée.

- **Créances et dettes**

Les créances et dettes sont évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

- **Provisions règlementées**

Les provisions règlementées figurant au bilan sont détaillées sur l'état des provisions et font partie des capitaux propres au bilan.

- **Dérogations aux principes généraux**

  - **Changement de méthode d'évaluation**

Aucun changement notable de méthode d'évaluation n'est intervenu au cours de l'exercice.

  - **Changements de méthode de présentation**

Aucun changement notable de méthode de présentation n'est intervenu au cours de l'exercice.

Immobilisations

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit., apports
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT	7 400		
AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	167 000		
Terrains			
Dont composants			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Const. Install. générales, agenc., aménag.			
Install. techniques, matériel et outillage ind.	25 764		998
Installations générales, agenc., aménag.	171 714		
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique, mobilier	9 140		
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	**206 617**		**998**
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations			
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	5 818		64
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	**5 818**		**64**
TOTAL GENERAL	**386 836**		**1 062**

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DEVELOPPEMENT			7 400	
AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES			167 000	
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions, installations générales, agenc.				
Installations techn.,matériel et outillages ind.			26 762	
Installations générales, agencements divers			171 714	
Matériel de transport				
Matériel de bureau, informatique, mobilier			9 140	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			**207 616**	
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières			5 882	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES			**5 882**	
TOTAL GENERAL			**387 898**	

Amortissements

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
FRAIS D'ÉTABLISSEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT	7 400			7 400
AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales,agenc.,aménag.				
Installations techniques, matériel et outillage industriels	22 908	1 658		24 566
Installations générales, agenc. et aménag. divers	81 760	10 581		92 341
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique, mobilier	6 123	1 828		7 951
Emballages récupérables, divers				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	**110 791**	**14 067**		**124 859**
TOTAL GENERAL	**118 191**	**14 067**		**132 259**

VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES

Rubriques	Dotations			Reprises			Mouvements
	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	amortissements fin exercice
FRAIS ETBL							
AUT. INC.							
Terrains							
Construct.							
- sol propre							
- sol autrui							
- installations							
Install. Tech.							
Install. Gén.							
Mat. Transp.							
Mat bureau							
Embal récup.							
CORPOREL.							
Acquis. titre							
TOTAL							

Charges réparties sur plusieurs exercices	Début d'exercice	Augmentation	Dotations	Fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				

Provisions et dépréciations

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Dont majorations exceptionnelles de 30 %				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
PROVISIONS REGLEMENTEES				
Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions, obligations similaires				
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement immobilisations				
Provisions pour gros entretiens, grandes révis.				
Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges				
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES				
Dépréciations immobilisations incorporelles	80 000	38 758		118 758
Dépréciations immobilisations corporelles				
Dépréciations titres mis en équivalence				
Dépréciations titres de participation				
Dépréciations autres immobilis. financières				
Dépréciations stocks et en cours				
Dépréciations comptes clients				
Autres dépréciations				
DEPRECIATIONS	**80 000**	**38 758**		**118 758**
TOTAL GENERAL	**80 000**	**38 758**		**118 758**

Dotations et reprises d'exploitation	
Dotations et reprises financières	38 758
Dotations et reprises exceptionnelles	
Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice	

Créances et dettes

ETAT DES CREANCES	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	5 882		5 882
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	310 133	310 133	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	11 015	11 015	
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux	41	41	
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices			
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	26 789	26 789	
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés			
Etat, autres collectivités : créances diverses	163 801	163 801	
Groupe et associés			
Débiteurs divers	66 463	66 463	
Charges constatées d'avance	21 148	21 148	
TOTAL GENERAL	**605 272**	**599 389**	**5 882**

Montant des prêts accordés en cours d'exercice	
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice	
Prêts et avances consentis aux associés	

ETAT DES DETTES	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an,-5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine	1 543	1 543		
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers	1 648	1 648		
Fournisseurs et comptes rattachés	577 857	577 857		
Personnel et comptes rattachés	83 988	83 988		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	66 306	66 306		
Etat : impôt sur les bénéfices				
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	1 705	1 705		
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	49 143	49 143		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés	385 554	385 554		
Autres dettes	135 780	135 780		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	2 500	2 500		
TOTAL GENERAL	**1 306 024**	**1 306 024**		

Emprunts souscrits en cours d'exercice	
Emprunts remboursés en cours d'exercice	
Emprunts, dettes contractés auprès d'associés	

Charges à payer

Libellé	31/12/2019	31/12/2018	Ecart
CHARGES A PAYER			
FOURNISS FACT NON PARVENUES	19 047	122 779	-103 731
AVOIR A ETABLIR	20 487		20 487
INTERETS COURUS SUR CPTE COURANT	6 913	1 443	5 469
CHARGES A PAYER	36 106		36 106
PERSONNEL CAP	22 548	1 837	20 711
DETTES PROVISIO POUR CONGES	47 145	42 540	4 604
DETTES PROVI.PRIME PREC.	14 265	11 833	2 432
CHARGES A PAYER	7 007		7 007
CHARGES SOCIALES SUR CONGES PAYES	16 533	14 846	1 687
CHGES SOC. SUR PRIMES PRECARITES	5 063	4 100	964
ETAT - AUTRES CHARGES A PAYER	16 151	7 438	8 714
ETAT - TAXE D'APPRENTISSAGE A PAYER		6 176	-6 176
ETAT - FORMATION CONTINUE A PAYER	8 360	13 884	-5 524
ETAT - CET A PAYER	15 375	15 317	58
ETAT - TAXE ORD. MENAGERES A PAYER	4 578	4 714	-136
ETAT - EFFORT CONSTRUCTION A PAYER	3 970	3 957	13
INTERETS COURUS A PAYER BANQUE	1 543	1 660	-117
TOTAL CHARGES A PAYER	**245 091**	**252 523**	**-7 433**

Charges et produits constatés d'avance

Libellé	31/12/2019	31/12/2018	Ecart
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE			
CHGES CONSTATEES D AVANCE	21 148	7 412	13 736
TOTAL CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	**21 148**	**7 412**	**13 736**
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE			
PRODUITS CONSTATES D AVANCE	-2 500		-2 500
TOTAL PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	**-2 500**		**-2 500**

Produits à recevoir

Libellé	31/12/2019	31/12/2018	Ecart
PRODUITS A RECEVOIR			
FACTURE A ETABLIR	307 085	295 691	11 394
AVOIR A RECEVOIR	923	35 243	-34 320
ETATS PRODUITS A RECEVOIR	163 801	190 696	-26 895
PRODUITS A RECEVOIR		1 475	-1 475
TOTAL PRODUITS A RECEVOIR	**471 809**	**523 105**	**-51 296**

Composition du capital social

Exprimé en €

Catégories de titres	Nombre de titres			Valeur nominale
	à la clôture de l'exercice	créés pendant l'exercice	remboursés pendant l'exercice	
Actions ordinaires	1 000			10

Informations complémentaires

➢ Ventilation de l'impôt sur les bénéfices lié à l'activité

	Résultat avant impôt	Impôt dû	Résultat net après impôt
Résultat courant	25 872	4 735	21 138
Résultat exceptionnel à court terme			
Participations des salariés aux fruits de l'expansion			
RESULTAT COMPTABLE	**25 872**	**4 735**	**21 138**

L'impôt dû relatif aux résultats courant et exceptionnel a été calculé en multipliant le taux effectif d'imposition par les résultats courants et exceptionnels comptables, corrigé des réintégrations et déductions fiscales des charges courantes et exceptionnelles.

➢ Honoraires des commissaires aux comptes

Nous avons comptabilisé 5 500 € au titre des honoraires pour la mission des commissaires aux comptes.

➢ Effectif moyen du personnel salarié et intérimaire

Sur l'année fiscale 2019, l'effectif moyen du personnel s'analyse comme suit :

Année fiscale 2019	Effectif
Cadres	0
Agents de maîtrise, techniciens et employés	35
Ouvriers	0
TOTAL	**35**

➢ Engagement en matière d'indemnité de départ à la retraite

Notre société a souscrit une couverture auprès du CESA, Caisse relevant du groupe IRP Auto.

Nous versons des cotisations obligatoires, en contrepartie de la prise en charge du coût des départs à la retraite des salariés.

➢ Evènements postérieurs à la clôture – COVID 19

La crise sanitaire liée au Covid-19 s'est aggravée en mars 2020 et a contraint la France et de nombreux autres pays en Europe et dans le monde à prendre des mesures de confinement de la population, de restriction des activités non essentielles et de limitation des échanges, toujours en vigueur à la date d'arrêté des comptes. Ces circonstances entrainent une forte baisse de l'activité économique globale et des entreprises.

La société a estimé à la date d'arrêté de ses comptes que cette situation relève d'un événement post-clôture sans lien avec la situation existant au 31 décembre 2019. Par conséquent, l'entreprise n'a pas procédé à un ajustement de ses comptes clos au 31 décembre 2019 au titre de cet événement.

Dans un contexte général incertain sur la durée de l'épidémie et ses conséquences économiques, compte tenu des mesures mises en place et sur la base des informations connues à la date d'arrêté des comptes, la société estime qu'il n'existe pas à cette date d'incertitude significative sur la continuité de son exploitation

SO'REST
Société par actions simplifiée
Au capital de 10 000 €uros
Siège social : 6/8 rue du 35ème Régiment d'Aviation
69500 BRON
511 238 396 RCS LYON

AFFECTATION DU RESULTAT ADOPTEE PAR L'ASSOCIEE UNIQUE EN DATE DU 05 JUIN 2020

Exercice clos le 31.12.2019

RESOLUTION SUR L'AFFECTATION DES RESULTATS

TROISIEME DECISION

L'associée unique décide d'affecter le bénéfice de l'exercice s'élevant à 21.137,88 euros de la manière suivante :

- A titre de distribution de dividendes à l'Associée Unique la somme de 36.000,00 euros
- Le solde à savoir la somme de 14.862,12 euros étant prélevé sur le compte « autres réserves »

En application de l'article 243 Bis du CGI, l'associée unique rappelle que les distributions de dividendes intervenues au titre des trois derniers exercices s'établissaient ainsi :

Exercices	Dividendes
31/12/2018	31.000 €
AG du 11/12/2018	318.000 €
31/12/2017	/
31/12/2016	/

Le Président

Thibault CHALVIN
Commissaire aux comptes
Inscrit à la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de Lyon

79 cours Vitton
69006 LYON

SO'REST
Société par actions simplifiée

6/8 rue du 35ème Régiment d'aviation
69500 BRON

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2019

Thibault CHALVIN
Commissaire aux comptes
Inscrit à la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de Lyon

79 cours Vitton
69006 LYON

SO'REST
Société par actions simplifiée

6/8 rue du 35ème Régiment d'aviation
69500 BRON

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS
Exercice clos le 31 décembre 2019

A l'Associé unique,

I. Opinion

En exécution de la mission qui m'a été confiée par votre Assemblée Générale, j'ai effectué l'audit des comptes annuels de la société SO'REST, relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés par le Président le 20 avril 2020 sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise sanitaire liée au Covid-19.

Je certifie que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II. Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

J'ai effectué mon audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. J'ai estimé que les éléments que j'ai collectés sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion.

Les responsabilités qui m'incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

J'ai réalisé ma mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui m'est applicable, sur la période du 1er janvier 2019 à la date d'émission de mon rapport, et notamment je n'ai pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

III. Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, j'attire votre attention sur le point suivant exposé dans la note « Informations complémentaires - Evénements postérieurs à la clôture – COVID 19 », de l'annexe des comptes annuels relatif au contexte de crise sanitaire et à ses incidences sur l'activité et la situation financière de la société.

IV. Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de mes appréciations, je vous informe que les appréciations les plus importantes auxquelles j'ai procédé, selon mon jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de mon opinion exprimée ci-avant. Je n'exprime pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

V. Vérifications spécifiques

J'ai également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Je n'ai pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président arrêté le 22 mai 2020 et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'associé unique.

En application de la loi, je vous signale que les informations relatives aux délais de paiement prévues à l'article D.441-4 du code de commerce, pris en application de l'article L.441-6-1 dudit code, ne sont pas mentionnées dans le rapport de gestion. En conséquence, je ne peux attester de leur sincérité et de leur concordance avec les comptes annuels.

VI. Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

VII. Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il m'appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Mon objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, ma mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Lyon, le 22 mai 2020

Le Commissaire aux Comptes



Thibault CHALVIN

Bilan - Actif

Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/12/2019	31/12/2018
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement	7 400	7 400		
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires				
Fonds commercial	167 000	118 758	48 242	87 000
Autres immobilisations incorporelles				
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel, outillage	26 762	24 566	2 195	2 855
Autres immobilisations corporelles	180 854	100 292	80 562	92 971
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	5 882		5 882	5 818
ACTIF IMMOBILISE	**387 898**	**251 017**	**136 881**	**188 644**
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements				
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	425 256		425 256	442 652
Avances et acomptes versés sur commandes				
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	310 133		310 133	331 142
Autres créances	268 109		268 109	363 292
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement				
(dont actions propres :)				
Disponibilités	192 217		192 217	79 137
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	21 148		21 148	7 412
ACTIF CIRCULANT	**1 216 863**		**1 216 863**	**1 223 635**
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion actif				
TOTAL GENERAL	**1 604 760**	**251 017**	**1 353 744**	**1 412 279**

Bilan - Passif

Rubriques		31/12/2019	31/12/2018
Capital social ou individuel (dont versé : 10 000)		10 000	10 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport			
Ecarts de réévaluation (dont écart d'équivalence :)			
Réserve légale		1 000	1 000
Réserves statutaires ou contractuelles			
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours)			
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes)		15 582	273
Report à nouveau			
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)		21 138	46 309
Subventions d'investissement			
Provisions réglementées			
CAPITAUX PROPRES		**47 720**	**57 582**
Produits des émissions de titres participatifs			
Avances conditionnées			
AUTRES FONDS PROPRES			
Provisions pour risques			
Provisions pour charges			
PROVISIONS			
DETTES FINANCIERES			
Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		1 543	3 298
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs)		1 648	
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
DETTES D'EXPLOITATION			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		577 857	700 436
Dettes fiscales et sociales		201 142	213 292
DETTES DIVERSES			
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes		521 334	437 671
COMPTES DE REGULARISATION			
Produits constatés d'avance		2 500	
DETTES		**1 306 024**	**1 354 697**
Ecarts de conversion passif			
TOTAL GENERAL		**1 353 744**	**1 412 279**

Compte de résultat

Rubriques	France	Exportation	31/12/2019	31/12/2018
Ventes de marchandises	4 120 198		4 120 198	3 522 829
Production vendue de biens				
Production vendue de services	407 146		407 146	423 209
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	**4 527 344**		**4 527 344**	**3 946 038**
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation			439 496	408 775
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			19 470	59 550
Autres produits			84 686	106 394
PRODUITS D'EXPLOITATION			**5 070 995**	**4 520 757**
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			2 334 060	2 073 789
Variation de stock (marchandises)			21 633	-210 837
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)			11 495	-77
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				
Autres achats et charges externes			1 009 318	937 873
Impôts, taxes et versements assimilés			79 687	82 489
Salaires et traitements			925 129	931 315
Charges sociales			248 649	242 748
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			14 067	14 550
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations			38 758	80 000
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations				
Dotations aux provisions				
Autres charges			355 413	321 155
CHARGES D'EXPLOITATION			**5 038 209**	**4 473 005**
RESULTAT D'EXPLOITATION			**32 786**	**47 752**
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations				
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés				
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
PRODUITS FINANCIERS				
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions				
Intérêts et charges assimilées			6 913	1 443
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			**6 913**	**1 443**
RESULTAT FINANCIER			**-6 913**	**-1 443**
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			**25 873**	**46 309**

Compte de résultat

Rubriques	31/12/2019	31/12/2018
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		
Produits exceptionnels sur opérations en capital		4 536
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges		
PRODUITS EXCEPTIONNELS		**4 536**
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		4 536
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions		
CHARGES EXCEPTIONNELLES		**4 536**
RESULTAT EXCEPTIONNEL		
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices	4 735	
TOTAL DES PRODUITS	**5 070 995**	**4 525 292**
TOTAL DES CHARGES	**5 049 857**	**4 478 983**
BENEFICE OU PERTE	**21 138**	**46 309**

Annexes

Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Les comptes de l'exercice ci-après couvrent la période du 01/01/2019 au 31/12/2019 soit une durée de 12 mois.

Le bilan de l'exercice présente un total de 1 353 744 euros.

Le compte de résultat dégage ainsi un résultat 21 138 euros.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

Immobilisations

Immobilisations incorporelles

Les brevets, concessions et autres valeurs incorporelles immobilisées ont été évaluées à leur coût d'acquisition à l'exclusion des frais engagés pour leur acquisition.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant la durée de vie prévue. Les taux les plus couramment pratiqués sont les suivants :

Immobilisations incorporelles	Durée d'amortissement
Logiciels	1 à 5 ans en linéaire

Le droit au bail, enregistré pour une valeur brute de 160 000 € a été déprécié à hauteur de 118 157.98 €, évaluée sur la base de la valeur du marché.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant la durée de vie prévue. Les taux les plus couramment pratiqués sont les suivants :

Immobilisations corporelles	Durée d'amortissement
Installations techniques, matériels et outillages	3 à 5 ans en linéaire
Install. générales agencements, aménagements	5 à 15 ans en linéaire
Matériel de transport	3 ans en linéaire
Matériel de bureau et informatique	2 à 5 ans en linéaire
Mobilier	4 à 5 ans en linéaire

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Immobilisations financières

Participations et autres titres :

Règles et méthodes comptables

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

- **Evaluation des stocks**

Les stocks sont évalués suivant la méthode du dernier prix d'achat connu. La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires à l'exception de toute valeur ajoutée.

- **Créances et dettes**

Les créances et dettes sont évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

- **Provisions règlementées**

Les provisions règlementées figurant au bilan sont détaillées sur l'état des provisions et font partie des capitaux propres au bilan.

- **Dérogations aux principes généraux**

  - **Changement de méthode d'évaluation**

Aucun changement notable de méthode d'évaluation n'est intervenu au cours de l'exercice.

  - **Changements de méthode de présentation**

Aucun changement notable de méthode de présentation n'est intervenu au cours de l'exercice.

Immobilisations

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit., apports
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT	7 400		
AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	167 000		
Terrains			
Dont composants			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Const. Install. générales, agenc., aménag.			
Install. techniques, matériel et outillage ind.	25 764		998
Installations générales, agenc., aménag.	171 714		
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique, mobilier	9 140		
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	**206 617**		**998**
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations			
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	5 818		64
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	**5 818**		**64**
TOTAL GENERAL	**386 836**		**1 062**

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DEVELOPPEMENT			7 400	
AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES			167 000	
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions, installations générales, agenc.				
Installations techn.,matériel et outillages ind.			26 762	
Installations générales, agencements divers			171 714	
Matériel de transport				
Matériel de bureau, informatique, mobilier			9 140	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			**207 616**	
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières			5 882	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES			**5 882**	
TOTAL GENERAL			**387 898**	

Amortissements

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
FRAIS D'ÉTABLISSEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT	7 400			7 400
AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales,agenc.,aménag.				
Installations techniques, matériel et outillage industriels	22 908	1 658		24 566
Installations générales, agenc. et aménag. divers	81 760	10 581		92 341
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique, mobilier	6 123	1 828		7 951
Emballages récupérables, divers				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	**110 791**	**14 067**		**124 859**
TOTAL GENERAL	**118 191**	**14 067**		**132 259**

VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES

Rubriques	Dotations			Reprises			Mouvements
	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	amortissements fin exercice
FRAIS ETBL							
AUT. INC.							
Terrains							
Construct.							
- sol propre							
- sol autrui							
- installations							
Install. Tech.							
Install. Gén.							
Mat. Transp.							
Mat bureau							
Embal récup.							
CORPOREL.							
Acquis. titre							
TOTAL							

Charges réparties sur plusieurs exercices	Début d'exercice	Augmentation	Dotations	Fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				

Provisions et dépréciations

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Dont majorations exceptionnelles de 30 %				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
PROVISIONS REGLEMENTEES				
Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions, obligations similaires				
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement immobilisations				
Provisions pour gros entretiens, grandes révis.				
Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges				
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES				
Dépréciations immobilisations incorporelles	80 000	38 758		118 758
Dépréciations immobilisations corporelles				
Dépréciations titres mis en équivalence				
Dépréciations titres de participation				
Dépréciations autres immobilis. financières				
Dépréciations stocks et en cours				
Dépréciations comptes clients				
Autres dépréciations				
DEPRECIATIONS	**80 000**	**38 758**		**118 758**
TOTAL GENERAL	**80 000**	**38 758**		**118 758**

Dotations et reprises d'exploitation	
Dotations et reprises financières	38 758
Dotations et reprises exceptionnelles	
Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice	

Créances et dettes

ETAT DES CREANCES	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	5 882		5 882
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	310 133	310 133	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	11 015	11 015	
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux	41	41	
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices			
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	26 789	26 789	
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés			
Etat, autres collectivités : créances diverses	163 801	163 801	
Groupe et associés			
Débiteurs divers	66 463	66 463	
Charges constatées d'avance	21 148	21 148	
TOTAL GENERAL	**605 272**	**599 389**	**5 882**

Montant des prêts accordés en cours d'exercice	
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice	
Prêts et avances consentis aux associés	

ETAT DES DETTES	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an,-5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine	1 543	1 543		
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers	1 648	1 648		
Fournisseurs et comptes rattachés	577 857	577 857		
Personnel et comptes rattachés	83 988	83 988		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	66 306	66 306		
Etat : impôt sur les bénéfices				
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	1 705	1 705		
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	49 143	49 143		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés	385 554	385 554		
Autres dettes	135 780	135 780		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	2 500	2 500		
TOTAL GENERAL	**1 306 024**	**1 306 024**		

Emprunts souscrits en cours d'exercice	
Emprunts remboursés en cours d'exercice	
Emprunts, dettes contractés auprès d'associés	

Charges à payer

Libellé	31/12/2019	31/12/2018	Ecart
CHARGES A PAYER			
FOURNISS FACT NON PARVENUES	19 047	122 779	-103 731
AVOIR A ETABLIR	20 487		20 487
INTERETS COURUS SUR CPTE COURANT	6 913	1 443	5 469
CHARGES A PAYER	36 106		36 106
PERSONNEL CAP	22 548	1 837	20 711
DETTES PROVISIO POUR CONGES	47 145	42 540	4 604
DETTES PROVI.PRIME PREC.	14 265	11 833	2 432
CHARGES A PAYER	7 007		7 007
CHARGES SOCIALES SUR CONGES PAYES	16 533	14 846	1 687
CHGES SOC. SUR PRIMES PRECARITES	5 063	4 100	964
ETAT - AUTRES CHARGES A PAYER	16 151	7 438	8 714
ETAT - TAXE D'APPRENTISSAGE A PAYER		6 176	-6 176
ETAT - FORMATION CONTINUE A PAYER	8 360	13 884	-5 524
ETAT - CET A PAYER	15 375	15 317	58
ETAT - TAXE ORD. MENAGERES A PAYER	4 578	4 714	-136
ETAT - EFFORT CONSTRUCTION A PAYER	3 970	3 957	13
INTERETS COURUS A PAYER BANQUE	1 543	1 660	-117
TOTAL CHARGES A PAYER	**245 091**	**252 523**	**-7 433**

Charges et produits constatés d'avance

Libellé	31/12/2019	31/12/2018	Ecart
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE			
CHGES CONSTATEES D AVANCE	21 148	7 412	13 736
TOTAL CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	**21 148**	**7 412**	**13 736**
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE			
PRODUITS CONSTATES D AVANCE	-2 500		-2 500
TOTAL PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	**-2 500**		**-2 500**

Produits à recevoir

Libellé	31/12/2019	31/12/2018	Ecart
PRODUITS A RECEVOIR			
FACTURE A ETABLIR	307 085	295 691	11 394
AVOIR A RECEVOIR	923	35 243	-34 320
ETATS PRODUITS A RECEVOIR	163 801	190 696	-26 895
PRODUITS A RECEVOIR		1 475	-1 475
TOTAL PRODUITS A RECEVOIR	**471 809**	**523 105**	**-51 296**

Composition du capital social

Exprimé en €

Catégories de titres	Nombre de titres			Valeur nominale
	à la clôture de l'exercice	créés pendant l'exercice	remboursés pendant l'exercice	
Actions ordinaires	1 000			10

Informations complémentaires

➢ Ventilation de l'impôt sur les bénéfices lié à l'activité

	Résultat avant impôt	Impôt dû	Résultat net après impôt
Résultat courant	25 872	4 735	21 138
Résultat exceptionnel à court terme			
Participations des salariés aux fruits de l'expansion			
RESULTAT COMPTABLE	**25 872**	**4 735**	**21 138**

L'impôt dû relatif aux résultats courant et exceptionnel a été calculé en multipliant le taux effectif d'imposition par les résultats courants et exceptionnels comptables, corrigé des réintégrations et déductions fiscales des charges courantes et exceptionnelles.

➢ Honoraires des commissaires aux comptes

Nous avons comptabilisé 5 500 € au titre des honoraires pour la mission des commissaires aux comptes.

➢ Effectif moyen du personnel salarié et intérimaire

Sur l'année fiscale 2019, l'effectif moyen du personnel s'analyse comme suit :

Année fiscale 2019	Effectif
Cadres	0
Agents de maîtrise, techniciens et employés	35
Ouvriers	0
TOTAL	**35**

➢ Engagement en matière d'indemnité de départ à la retraite

Notre société a souscrit une couverture auprès du CESA, Caisse relevant du groupe IRP Auto.

Nous versons des cotisations obligatoires, en contrepartie de la prise en charge du coût des départs à la retraite des salariés.

➢ Evènements postérieurs à la clôture – COVID 19

La crise sanitaire liée au Covid-19 s'est aggravée en mars 2020 et a contraint la France et de nombreux autres pays en Europe et dans le monde à prendre des mesures de confinement de la population, de restriction des activités non essentielles et de limitation des échanges, toujours en vigueur à la date d'arrêté des comptes. Ces circonstances entrainent une forte baisse de l'activité économique globale et des entreprises.

La société a estimé à la date d'arrêté de ses comptes que cette situation relève d'un événement post-clôture sans lien avec la situation existant au 31 décembre 2019. Par conséquent, l'entreprise n'a pas procédé à un ajustement de ses comptes clos au 31 décembre 2019 au titre de cet événement.

Dans un contexte général incertain sur la durée de l'épidémie et ses conséquences économiques, compte tenu des mesures mises en place et sur la base des informations connues à la date d'arrêté des comptes, la société estime qu'il n'existe pas à cette date d'incertitude significative sur la continuité de son exploitation